



CHAPITRE 133

Loi de la voirie

SECTION I

DU MINISTÈRE DE LA VOIRIE

§ 1.—*Du ministre et du personnel du ministère*

Adminis-
tration.

1. Le ministre de la voirie a l'administration et la direction du ministère de la voirie. S. R. 1941, c. 141, a. 2.

Direction
du mi-
nistre.

2. Le ministre a, par toute la province, le contrôle et la direction, dans la mesure fixée par les lois, de tout ce qui concerne le macadamisage, l'empierrement ou le gravelage des chemins et, en général, de tout ce qui concerne l'entretien des chemins et l'amélioration de la voirie. S. R. 1941, c. 141, a. 3.

Enquête.

3. Il est loisible au ministre de la voirie de faire lui-même ou d'autoriser par écrit une personne compétente à faire, à sa place, une enquête sur la conduite d'un employé sous son contrôle, sur quelque affaire se rattachant à l'administration ou à la gestion de son ministère ou sur toute matière se rapportant à l'octroi ou à l'exécution de contrats ou travaux quelconques faits sous l'autorité de la présente loi, pour la construction, l'entretien ou la réparation des chemins. S. R. 1941, c. 141, a. 4 (*partie*).

Disposi-
tions ap-
plicables.

4. Le ministre de la voirie ou la personne qu'il délègue a, dans les cas prévus à l'article 3, pour les fins de l'enquête, tous les pouvoirs mentionnés dans les articles 9, 10 et 11 de la Loi des com-

CHAPTER 133

Roads Act

DIVISION I

THE ROADS DEPARTMENT

§ 1.—*The Minister and Staff of the Department*

1. The Minister of Roads has the ad-Admin-
ministration and direction of the Roads istration.
Department. R. S. 1941, c. 141, s. 2.

2. The Minister shall have, throughout the Province, the control and direction, Control
by Min-
ister.
to the extent prescribed by law, of every-
thing relating to the macadamizing, ston-
ing and gravelling of roads, and, in general,
of everything relating to the maintenance
and improvement of roads. R. S. 1941,
c. 141, s. 3.

3. The Minister of Roads may himself Inquiry.
make, or he may authorize in writing a
competent person in his place to make, an
inquiry upon the conduct of an employee
under his control, upon any matter relat-
ing to the administration or conduct of his
Department or upon any matter relating
to the granting or execution of any con-
tracts or works whatever done under the
authority of this act for the construction,
maintenance or repair of roads. R. S.
1941, c. 141, s. 4 (*part*).

4. The Minister of Roads, or the person Provisions
to apply.
delegated by him, shall, in the cases
mentioned in section 3, have, for the
purposes of the inquiry, all the powers
mentioned in sections 9, 10 and 11 of the

missions d'enquête (chap. 11). S. R. 1941, c. 141, a. 4 (*partie*).

Public Inquiry Commission Act (Chap. 11). R. S. 1941, c. 141, s. 4 (*part*).

Rapport annuel.

5. Le ministre dépose, chaque année, devant la Législature, dans les dix jours du commencement de chaque session, un rapport des affaires de son ministère pendant l'année précédente. S. R. 1941, c. 141, a. 5.

5. The Minister shall annually lay before the Legislature, within ten days after the beginning of each session, a report of the affairs of his Department during the year then next preceding. R. S. 1941, c. 141, s. 5. ^{Annual report.}

Désignation du ministre.

6. Le ministre de la voirie est suffisamment désigné dans les procédures qu'il est autorisé à instituer en son nom en vertu d'un statut par les mots: « le ministre de la voirie ». Lorsqu'une telle procédure a été instituée sous le nom de la personne occupant la charge de ministre de la voirie en sa qualité de ministre, cette procédure est continuée par le successeur de cette personne à cette charge sous le nom de son prédécesseur en sa qualité de ministre (ou *ès qualité*) sans qu'il soit nécessaire de reprendre l'instance. S. R. 1941, c. 141, a. 6.

6. The Minister of Roads shall be sufficiently designated, in any proceeding that he is authorized to institute in his name under any statute, by the words "Minister of Roads". When such a proceeding has been instituted in the name of the person filling the office of Minister of Roads, in his capacity as Minister, such proceeding shall be continued by his successor in such office under the name of his predecessor, in his capacity as Minister (or *ès qualité*) without it being necessary to proceed by way of continuance of suit. R. S. 1941, c. 141, s. 6. ^{Designation of Minister.}

Sous-ministre.

7. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre de la voirie. S. R. 1941, c. 141, a. 7.

7. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a Deputy Minister of Roads. R. S. 1941, c. 141, s. 7. ^{Deputy Minister.}

Fonctionnaires, etc.

8. Il nomme en outre tous les fonctionnaires et employés trouvés nécessaires à la bonne administration du ministère.

8. He shall further appoint all the officers and employees found necessary for the good administration of the Department. ^{Officers, etc.}

Ces fonctionnaires et employés occupent leurs charges durant bon plaisir et remplissent les devoirs qui leur sont assignés par la loi ou par le ministre. S. R. 1941, c. 141, a. 8.

Such officers and employees shall hold office during pleasure, and shall perform the duties which are assigned to them by law or by the Minister. R. S. 1941, c. 141, s. 8.

Inspecteurs.

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi nommer, en dehors du ministère, les inspecteurs de la voirie qu'il juge nécessaires à l'efficacité du service, et les destituer suivant son bon plaisir. S. R. 1941, c. 141, a. 9.

9. The Lieutenant-Governor in Council may also appoint, outside of the Department, such road inspectors as he may deem necessary for the efficiency of the service, and dismiss them at pleasure. R. S. 1941, c. 141, s. 9. ^{Inspectors.}

Signature des contrats, etc.

10. Nul acte, contrat, document ou écrit n'est censé obligatoire pour le ministère ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui ou le sous-ministre, ou, dans les cas prévus par les articles 55 et 59, par le surintendant général de l'entretien et de la réparation des chemins. S. R. 1941, c. 141, a. 10.

10. No deed, contract, document or writing shall be binding upon the Department, or held to be the act of the Minister, unless signed by him or by the Deputy Minister, or, in the cases provided for by sections 55 and 59, by the General Superintendent of Maintenance and Repair of Roads. R. S. 1941, c. 141, s. 10. ^{Signature of deeds, etc.}

Copie
authen-
tique.

11. Toute copie de document formant partie des archives du ministère, et certifiée par le ministre ou par le sous-ministre comme vraie copie, est censée authentique et elle a, à première vue, le même effet légal que l'original devant tout tribunal judiciaire. S. R. 1941, c. 141, a. 11.

11. A copy of any document forming part of the archives of the Department and certified by the Minister or the Deputy Minister as a true copy shall be deemed authentic, and shall have, *prima facie*, the same legal effect as the original in any court of justice. R. S. 1941, c. 141, s. 11. Authen-
tic.

§ 2.—*Du service de l'entretien et de la réparation des chemins*

Service.

12. Il est établi dans le ministère de la voirie un bureau sous le nom de « service de l'entretien et de la réparation des chemins ». S. R. 1941, c. 141, a. 12.

§ 2.—*Maintenance and Repair of Roads Bureau*

12. There shall be established in the Department of Roads a branch under the name of "Maintenance and Repair of Roads Bureau". R. S. 1941, c. 141, s. 12. Bureau.

Fonction-
naires.

13. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un fonctionnaire désigné sous le nom de surintendant général de l'entretien et de la réparation des chemins, et les autres fonctionnaires et employés qui composent le bureau du service de l'entretien et de la réparation des chemins. S. R. 1941, c. 141, a. 13.

13. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint an officer, called General Superintendent of Maintenance and Repair of Roads, and the other officers and employees composing the Maintenance and Repair of Roads Bureau. R. S. 1941, c. 141, s. 13. Officers.

Surin-
tendant
général.

14. Le surintendant général est chargé de mettre à exécution, sous la direction du ministre de la voirie, les dispositions de la présente loi concernant l'entretien et la réparation des chemins. S. R. 1941, c. 141, a. 14.

14. The general superintendent shall carry out, under the direction of the Minister of Roads, the provisions of this act respecting the maintenance and repair of roads. R. S. 1941, c. 141, s. 14. General
supt.

Pouvoirs
du mi-
nistre.

15. Le ministre de la voirie peut, à cette fin, acquérir des machines, instruments et outils, faire des approvisionnements de matériaux, engager des inspecteurs, des cantonniers et autres employés, et organiser des systèmes d'entretien par cantonniers ou d'autres systèmes d'entretien. S. R. 1941, c. 141, a. 15.

15. The Minister of Roads may, for such purpose, acquire machines, implements and tools, procure supplies of materials, engage inspectors, patrolmen and other employees, and organize maintenance systems by patrolmen or other maintenance systems. R. S. 1941, c. 141, s. 15. Min-
ister's
powers.

SECTION II

DE LA CONSTRUCTION DES ROUTES

Autorisa-
tion.

16. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre de la voirie à faire construire ou reconstruire, en tels matériaux qui sont jugés convenables, des routes nouvelles ou déjà existantes dans la province et reliant entre eux des centres importants. S. R. 1941, c. 141, a. 16.

DIVISION II

BUILDING OF HIGHWAYS

16. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Roads to cause to be built or rebuilt, with such material as may be thought proper, new or already existing highways in the Province and connecting central points of importance. R. S. 1941, c. 141, s. 16. Author-
ization.

Pouvoirs
du Lt-
gouv. :

17. Lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil a décidé la construction d'une nouvelle route ou la reconstruction d'une ancienne, il peut :

Contri-
bution
muni-
cipale ;

1° Déterminer, pour chaque municipalité traversée par ladite route, une part de contribution pour chaque mille ou partie de mille construit ou reconstruit dans ses limites, payable après l'achèvement des travaux, pourvu que cette part de contribution soit décrétée par une résolution de la municipalité, cette résolution ne pouvant ensuite être modifiée que du consentement du lieutenant-gouverneur en conseil ;

Con-
vention.

2° Approuver toute convention que le conseil d'une municipalité pourra faire par résolution avec le ministre de la voirie, pour la construction de la section de route traversant cette municipalité. S. R. 1941, c. 141, a. 17.

Résolu-
tions
adoptées
avant
1922.

18. Les résolutions adoptées avant le 29 décembre 1922 (date de l'entrée en vigueur de la loi 13 George V, chapitre 34), comportant une contribution de la part des municipalités pour l'amélioration de leur voirie sont valides dès qu'elles ont reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, et elles ne peuvent être modifiées par la suite que du consentement de ce dernier. S. R. 1941, c. 141, a. 18.

Rôle de
per-
ception.

19. Quand la résolution mentionnée dans les articles 17 et 18 a été décrétée par la municipalité et approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, il est du devoir du secrétaire-trésorier ou greffier de la municipalité de pourvoir, lors de la confection du rôle général de perception des taxes, si ce rôle est fait dans les trois mois de l'approbation de la résolution par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou par un rôle spécial de perception dans les autres cas, à la perception des deniers nécessaires pour rencontrer totalement ou partiellement, selon qu'il est indiqué dans la résolution, les paiements de la contribution ou des emprunts qui peuvent être occasionnés par cette contribution. S. R. 1941, c. 141, a. 19.

Dettes
muni-
cipales,
etc.

20. La contribution autorisée par la présente section n'est pas soumise aux dispositions des lois générales ou spéciales

17. When the Lieutenant-Governor in Council decides to build a new highway or to rebuild an old one, he may :

Powers of
Lt.-Gov.:

(1) Fix, for each municipality crossed by the said highway, its share for each mile or part of a mile built or rebuilt within its limits, and payable after the completion of the work, provided such shares has been determined by resolution of the municipality, and such resolution may not thereafter be changed, except with the consent of the Lieutenant-Governor in Council ;

Munic-
ipal con-
tribu-
tion ;

(2) Approve any agreement that may be made, by way of resolution, by the council of any municipality, with the Minister of Roads, for the construction of the portion of the highway crossing such municipality. R. S. 1941, c. 141, s. 17.

Agree-
ment.

18. Every resolution passed before the 29th of December, 1922 (the date of the coming into force of the act 13 George V, Chapter 34) providing for a contribution by a municipality for the improvement of a road, shall be valid, as soon as approved by the Lieutenant-Governor in Council, and may not thereafter be changed without his consent. R. S. 1941, c. 141, s. 18.

Resolu-
tion
passed
before
1922.

19. When any resolution mentioned in section 17 or 18 has been passed by the municipality and approved by the Lieutenant-Governor in Council, the secretary-treasurer or clerk of the municipality shall provide, at the time of the preparation of the general tax collection roll, if such roll be made within the three months following the approval of the resolution by the Lieutenant-Governor in Council, and otherwise by a special collection roll, for the collection of the moneys necessary to meet, in whole or in part, as mentioned in the resolution, the payments of the contribution or of the loans that may be occasioned by such contribution. R. S. 1941, c. 141, s. 19.

Collec-
tion roll.

20. The contribution authorized by this division shall not be subject to the general or special laws limiting or restrict-

Munic-
ipal debts,
etc.

qui limitent ou restreignent le pouvoir que possèdent les municipalités de contracter des dettes ou des emprunts. S. R. 1941, c. 141, a. 20.

ing the power of municipalities to contract debts or loans. R. S. 1941, c. 141, s. 20.

Pouvoirs du ministre :

21. Lorsque la construction d'une nouvelle route ou la reconstruction d'une ancienne a été ordonnée par décret du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre de la voirie peut :

21. Whenever the building of a new highway or the rebuilding of an old one has been decreed by order of the Lieutenant-Governor in Council, the Minister of Roads may :

Tracé ;

1° En déterminer le tracé et faire tous les travaux préliminaires à cet effet ;

(1) Determine the course thereof and do all the preliminary work therefor ;

Possession ;

2° Prendre possession de tout chemin soumis ou non à l'autorité municipale ;

(2) Take possession of any road whether subject or not to municipal authority ;

Travaux ;

3° Déterminer ce qui doit faire partie des travaux de construction ou de reconstruction et ce qui doit être classé comme faisant partie du coût de construction ou de reconstruction ;

(3) Settle what the work of building or rebuilding shall be, and what ought to be classified as part of the cost of such building or rebuilding ;

Devis ;

4° Déterminer et changer la direction, la largeur, le profil et le niveau de telle route, l'assiette, les dimensions, les matériaux et le mode de construction de la chaussée, des remblais, ponts, drains, murs de protection et autres oeuvres de voirie en faisant partie ; détourner, changer les cours d'eau et fossés la traversant ou longeant ; pour l'égouttement de telle route, creuser et diriger des cours d'eau ou fossés, placer des drains et canaux d'égout à travers, et le long de telle route et à travers tous terrains ; déplacer tous poteaux et conduits ;

(4) Determine and change the direction, width, outline and level of such highway, the site, dimensions, materials and manner of construction of the roadway, embankments, bridges, drains, guard walls and other road work forming part thereof ; deviate and alter water-courses and ditches crossing or paralleling such road ; for the drainage of such road, direct and dig water-courses and ditches, lay drains and sewage canals across and along such highway and across any land ; remove all posts and conduits ;

Ouvrages accessibles ;

5° Établir des parcs de stationnement, belvédères, pavillons et tous ouvrages de protection, de sécurité ou d'embellissement ;

(5) Establish parking zones, terraces, pavilions and any other protection, safety or embellishment works ;

Acquisition de terrains, etc. ;

6° Acquérir à l'amiable ou par expropriation tout immeuble jugé nécessaire à ces fins ou pour donner accès à des propriétés isolées de la route, rétablir la situation de terrains morcelés, permettre le déplacement de constructions ou réduire le coût d'acquisition de l'emprise ;

(6) Acquire, by mutual agreement or by expropriation, any immovable deemed necessary for such purposes or to give access to properties isolated from the road, to re-establish the situation of divided land, to allow of the removal of constructions or to reduce the cost of effecting the acquisition of the site ;

Transfert, etc.

7° Céder, louer, échanger tout terrain ou construction ainsi acquis ou en disposer autrement lorsqu'il n'est pas requis pour le chemin. S. R. 1941, c. 141, a. 21.

(7) Transfer, lease, exchange any land or construction so acquired or otherwise dispose thereof whenever it be not required for the road. R. S. 1941, c. 141, s. 21.

Entretien.

22. Le ministre peut, au besoin, exercer tous les pouvoirs prévus à l'article précédent pour tout chemin qu'il entretient. S. R. 1941, c. 141, a. 22.

22. The Minister may, if need be, exercise all the powers mentioned in the preceding section for any road which he maintains. R. S. 1941, c. 141, s. 22.

Servitudes ;

23. Le ministre peut acquérir toutes les servitudes perpétuelles ou temporaires

23. The Minister may acquire all the perpetual or temporary servitudes which

- qui lui paraissent désirables pour tout chemin construit ou projeté, et notamment:
- Passage; a) La servitude de passage: pour le transport des matériaux, l'accès à une carrière ou sablière, ou le détournement de la circulation pendant la construction ou la réfection d'une route;
- Égout; b) La servitude d'égout, pour l'établissement ou le détournement de tout cours d'eau ou fossé servant à l'égouttement d'un chemin;
- Non-accès; c) La servitude de non-accès au chemin public avec interdiction de pratiquer aucune ouverture dans la clôture le long du chemin;
- Ne pas bâtir. d) La servitude de ne pas bâtir, interdisant d'ériger ou de rebâtir aucune construction sur la lisière de terrain désignée. S. R. 1941, c. 141, a. 23.
- Acquisition des servitudes. 24. Le ministre acquiert ces servitudes par entente avec le propriétaire ou par le dépôt d'un plan et d'une description selon la procédure d'expropriation, sans être tenu d'y joindre une évaluation et un certificat du ministre des finances. Il peut être déposé un seul plan et une description commune affectant plusieurs immeubles dans la même division d'enregistrement. S. R. 1941, c. 141, a. 24.
- Aucune indemnité. 25. Aucune indemnité n'est due pour l'acquisition des servitudes de non-accès et de ne pas bâtir, lorsqu'elles ne rendent pas l'immeuble assujéti pratiquement inutilisable pour les fins auxquelles il est alors utilisé. Lorsque le ministre considère qu'il n'est dû aucune indemnité, il donne au propriétaire, au lieu de l'avis d'expropriation, un avis par lettre recommandée que toute réclamation doit être présentée à la Régie des services publics dans l'année. Sur requête du propriétaire, la Régie peut déterminer l'indemnité payable, s'il y a lieu. S. R. 1941, c. 141, a. 25.
- Avis. Requête. Clôtures. 26. Le ministre peut, lorsqu'il prend possession de partie d'un immeuble, en joindre au propriétaire du résidu, de déplacer ou ériger, dans le délai qu'il fixe, les clôtures le long de la ligne d'emprise de chaque côté de la route. Ce délai expiré, le ministre n'est pas responsable des dom-
- to him appear to be desirable for any built or projected road, and especially:
- (a) The servitude of right of way: for transportation of materials, access to a quarry or a gravel-pit, or changing the direction of traffic during the construction or repair of a road;
- (b) The servitude of drainage, to establish or change the course of any stream or ditch for the draining of a road;
- (c) The servitude of non-access to the public road, with prohibition to make any opening in the fence along the road;
- (d) The servitude of non-building, prohibiting the erection or rebuilding of any construction on the strip of land specified. R. S. 1941, c. 141, s. 23.
24. The Minister shall acquire such servitudes by agreement with the proprietor or by depositing a plan and description according to the expropriation procedure, without having to attach thereto a valuation and a certificate from the Minister of Finance. A single plan and a common description affecting several immoveables in the same registration division may be deposited. R. S. 1941, c. 141, s. 24.
25. No indemnity is due for the acquisition of the servitudes of non-access and of non-building, when they do not render the immovable subject thereto practically non-utilizable for the purposes for which it is then utilized. Whenever the Minister deems that no indemnity is due, he shall give to the proprietor, instead of the expropriation notice, a notice by registered mail that any claim must be laid before the Public Service Board within the year. On a petition by the proprietor, the Board may determine the indemnity to be paid, if there be occasion therefor. R. S. 1941, c. 141, s. 25.
26. The Minister may, when taking possession of part of an immovable, order the proprietor of the other part to move or erect, within the delay fixed by him, the fences along the line of the expropriated property on each side of the road. When such delay has expired, the Minister

mages résultant de l'absence de clôtures. Aussitôt terminé le déplacement ou l'érection des clôtures, le ministre doit indemniser le propriétaire pour cet ouvrage. S. R. 1941, c. 141, a. 26.

shall not be responsible for damages resulting from the absence of fences. As soon as such moving or erection of fences has been finished, the Minister shall indemnify the proprietor for this work. R. S. 1941, c. 141, s. 26.

Cotisation spéciale.

27. Une municipalité qui ne croit pas devoir mettre directement à sa charge la part de contribution mentionnée dans l'article 17, peut, sur requête de la majorité des contribuables obligés à l'entretien de certaines parties de routes construites ou reconstruites en vertu de la présente section, décréter, par résolution, que la part de contribution de la municipalité sera payable au moyen d'une cotisation perçue, de la façon indiquée dans l'article 19, des contribuables qui sont tenus à l'entretien de ces parties de routes.

27. A municipality which does not desire to charge itself directly with the contribution mentioned in section 17 may, on petition of the majority of the ratepayers bound to maintain certain parts of the highways built or rebuilt under this division, enact by resolution that the share of the contribution of the municipality shall be payable by means of an assessment levied, in the manner indicated in section 19, on the ratepayers who are bound to maintain such parts of the road.

Responsabilité.

La responsabilité de la municipalité n'est pas diminuée par l'adoption de cette résolution, mais elle doit prélever sur les contribuables obligés la cotisation nécessaire pour payer la part de contribution fixée. S. R. 1941, c. 141, a. 27.

The responsibility of the municipality shall not be diminished by the passing of the resolution, but it must levy, on the ratepayers liable therefor, the necessary assessment to pay the share of the contribution determined. R. S. 1941, c. 141, s. 27.

Indemnité aux contribuables.

28. Si une corporation municipale, ayant adopté une résolution en vertu de l'article 27 de la présente loi ou de l'article 27 du chapitre 141 des Statuts refondus, 1941, ou de l'article 23 du chapitre 91 des Statuts refondus, 1925, ou de l'article 22 de la loi 13 George V, chapitre 34, ou de l'article 21 de la loi 3 George V, chapitre 21, prend à sa charge les chemins de la municipalité qu'elle régit, elle doit décréter, par le règlement qu'elle adopte à cette fin, et mettre ensuite à exécution les mesures nécessaires pour indemniser les contribuables qui ont payé déjà, ou payent actuellement et continueront à payer durant un temps déterminé, les taxes et cotisations imposées en vertu des résolutions ci-dessus mentionnées. S. R. 1941, c. 141, a. 28.

28. If a municipal corporation which has passed a resolution under section 27 of this act or under section 27 of Chapter 141 of the Revised Statutes, 1941, or under section 23 of Chapter 91 of the Revised Statutes, 1925, or under section 22 of the act 13 George V, Chapter 34, or under section 21 of the act 3 George V, Chapter 21, takes under its charge the roads of the municipality which it governs, it shall, by the by-law adopted for the purpose, enact and subsequently put into operation the necessary measures to indemnify the ratepayers who have already paid or are now paying and shall continue to pay during a fixed term the taxes and assessments under the above-mentioned resolutions. R. S. 1941, c. 141, s. 28.

Pouvoirs des municipalités, etc.

29. Les municipalités qui se prévalent des dispositions de la présente section sont revêtues de tous les pouvoirs nécessaires pour les mettre à exécution, et les résolutions qu'elles passent sous leur autorité sont valides, malgré toute irrégularité et toute illégalité dont elles peuvent être

29. Every municipality which avails itself of the provisions of this Division shall be clothed with all the necessary powers to carry them out, and every resolution passed by it under the authority thereof shall be valid, regardless of any irregularity or illegality affecting the

entachées, dès qu'elles ont reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 141, a. 29.

same, so soon as it shall have received the approval of the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 141, s. 29.

SECTION III

DE L'AMÉLIORATION DES CHEMINS MUNICIPAUX

§ 1.—*Des subventions aux municipalités*

« améliorer un chemin ».

30. Dans la présente loi, l'expression « améliorer un chemin » signifie graver un chemin, l'empierrier, le macadamiser, ou en recouvrir la chaussée d'une couche de matériaux liés au moyen de ciment, ou de bitume, ou de la compression mécanique, ou à en affermir la chaussée au moyen d'un mélange de sable et de glaise, suivant un procédé approuvé par le ministre de la voirie. S. R. 1941, c. 141, a. 30.

Subventions.

31. Le ministre de la voirie peut accorder à toute corporation municipale rurale, de village ou de comté, une subvention égale à la moitié des dépenses qu'elle a encourues pour faire améliorer un chemin. S. R. 1941, c. 141, a. 31.

Subvention spéciale.

32. Lorsque le chemin à améliorer est un chemin d'intérêt général, le ministre de la voirie peut accorder une subvention spéciale, en sus de celle autorisée par l'article 31. S. R. 1941, c. 141, a. 32.

Montant.

33. Le montant de chacune des subventions autorisées par les articles 31 et 32 est déterminé par le ministre de la voirie avant que les travaux subventionnés puissent être exécutés. S. R. 1941, c. 141, a. 33.

Conditions:

34. Une corporation municipale, pour obtenir une subvention autorisée par les articles 31 et 32, doit:

Règlement;

1° Adopter un règlement ou un procès-verbal ordonnant l'amélioration projetée et fournir au ministre de la voirie une copie de ce règlement ou de ce procès-verbal;

Travaux;

2° Faire exécuter les travaux subventionnés, sous la direction du ministre de la voirie, suivant les plans et devis que le ministre fait préparer;

Rapport.

3° Faire, chaque mois, pendant l'exécution des travaux, un rapport spécial des

DIVISION III

IMPROVEMENT OF MUNICIPAL ROADS

§ 1.—*Subsidies to municipalities*

30. In this act, the expression "to improve a road" shall mean to gravel, stone or macadamize a road, or to cover the surface thereof with a layer of materials welded by means of cement, bitumen or mechanical pressure; or to harden the surface thereof with a mixture of sand and clay, following a process approved by the Minister of Roads. R. S. 1941, c. 141, s. 30.

31. The Minister of Roads may grant, to any municipal corporation, rural or village or county, a subsidy equal to one half of the expenses it has incurred for the improvement of a road. R. S. 1941, c. 141, s. 31.

32. Whenever the road to be improved is a road of general interest, the Minister of Roads may grant a special subsidy in addition to that authorized by section 31. R. S. 1941, c. 141, s. 32.

33. The amount of each of the subsidies authorized by sections 31 and 32 shall be determined by the Minister of Roads before the works subsidized may be carried out. R. S. 1941, c. 141, s. 33.

34. A municipal corporation, in order to obtain a subsidy authorized by sections 31 and 32, must:

(1) Pass a by-law or a *procès-verbal* ordering the projected improvement, and deliver to the Minister of Roads a copy of such by-law or *procès-verbal*;

(2) Carry out the works subsidized under the direction of the Minister of Roads, in accordance with the plans and specifications he causes to be prepared;

(3) Make each month, during the carrying out of the works, a special report of

dépenses encourues, suivant la formule fournie par le ministère de la voirie, accompagné d'une résolution du conseil approuvant ce rapport et d'un affidavit du secrétaire-trésorier en attestant l'exactitude. S. R. 1941, c. 141, a. 34.

the expenses incurred, in accordance with the form furnished by the Roads Department, accompanied by a resolution of the council approving such report, and by an affidavit of the secretary-treasurer attesting its correctness. R. S. 1941, c. 141, s. 34.

SECTION IV

DE L'ENTRETIEN ET DE LA RÉPARATION DES CHEMINS

§ 1.—*Dispositions générales*

Travaux d'entretien et de réparations.

35. Par travaux nécessaires pour l'entretien et la réparation des routes provinciales, des routes régionales ou des chemins améliorés, on entend:

1° Tous les travaux nécessaires pour conserver la chaussée dans un état tel qu'un véhicule en bon ordre puisse y circuler, en se conformant aux lois et aux règlements, sans subir de dommages par un choc contre cette chaussée, et ce, en tout autre temps que pendant la saison des chemins d'hiver et les périodes pendant lesquelles le ministre de la voirie peut interdire la circulation à cause du dégel;

2° La réparation des flaches et des ornières; l'huilage, le goudronnage et la réfection des macadams; le rechargement des gravelages; le renouvellement en général des revêtements des chaussées;

3° L'entretien et la réparation des accotements;

4° Le nettoyage des fossés, en autant seulement qu'il est nécessaire pour l'égouttement de la chaussée; mais non l'enlèvement de la neige ou de la glace pendant la saison des chemins d'hiver;

5° L'entretien et la réparation des garde-fous; l'établissement, l'entretien et la réparation des poteaux indicateurs et des signaux de danger;

6° La réparation des remblais et murs qui supportent la chaussée;

7° La reconstruction, l'entretien et la réparation des ponts dont la travée n'excède pas vingt pieds.

Dommages aux véhicules.

Les dommages aux bandages et aux ressorts d'un véhicule ne sont pas imputables à un défaut d'entretien ou de réparation de la route ou du chemin dans lequel ces dommages ont été subis.

DIVISION IV

MAINTENANCE AND REPAIR OF ROADS

§ 1.—*General provisions*

35. Work necessary for the maintenance and repair of provincial highways, regional highways or improved roads means:

Maintenance and repair work.

(1) Any work necessary to keep the roadway in such a state that a vehicle in a proper condition may, conforming to laws and by-laws, circulate thereon without such vehicle being damaged by striking against such roadway, at any time, save during the season of winter roads and at such times as the Minister of Roads may prohibit traffic owing to thaw;

(2) The repair of holes and ruts; the oiling, tarring and relaying of macadams; regravelling; the renewal in general of the upper layer of roadways;

(3) The maintenance and repair of shoulders;

(4) The cleaning of ditches, only in so much as is necessary for the draining of the roadway; but not the removal of snow or ice during the season of winter roads;

(5) The maintenance and repair of railings; the establishing, maintenance and repair of guide-posts and danger-signals;

(6) The repair of the embankments and walls supporting the roadway;

(7) The rebuilding, maintenance and repair of bridges having a span of not more than twenty feet.

Damages to the tires or springs of a vehicle shall not be considered as being due to any lack of maintenance or repair of the highway or road on which such damages occurred.

Damages to vehicle.

Pierres,
etc.,
sur la
chaussée.

La présence sur la chaussée d'une pierre, d'un morceau de bois, ou de tout autre objet tombé d'une voiture en marche ou détaché de l'accotement de cette chaussée n'est pas non plus imputable à un défaut d'entretien ou de réparation de la route, sauf toutefois dans les cas de faute ou de négligence de la part des employés du ministère de la voirie préposés à l'entretien de ladite route.

Faute.

Autres
domma-
ges.

Les dommages causés par une pierre ou autre objet lancé par les pneus d'une voiture en marche ne sont pas imputables à un défaut d'entretien ou de réparation de la route. S. R. 1941, c. 141, a. 35.

The presence on the road of a stone, of a piece of wood, or of any other object fallen from a vehicle in movement or detached from the shoulders of such road shall not be imputable to any fault in the maintenance or repair of the road, except, however, in the case of fault or negligence on the part of the employees of the Roads Department charged with the maintenance of the said road.

Stone,
etc., on
road.

Fault.

Other
damages.

Damage caused by a stone or other object hurled by the tires of a vehicle in movement shall not be imputable to any fault in the maintenance or repair of the road. R. S. 1941, c. 141, s. 35.

Planta-
tion
d'arbres.

36. Le ministre de la voirie peut planter des arbres, les entretenir, les émonder ou les abattre le long d'un chemin qu'il entretient, et, avec la permission du propriétaire du terrain, sur tout terrain contigu à ce chemin. S. R. 1941, c. 141, a. 36.

36. The Minister of Roads may plant, preserve, trim or fell trees along a road which he maintains, and, with the permission of the owner of the land, upon any land contiguous to such road. R. S. 1941, c. 141, s. 36.

Tree
planting,
etc.

Arbre
nuisible.

37. Lorsque la tige ou les branches d'un arbre qui croît sur un terrain contigu à un chemin que le ministre de la voirie entretient, nuisent à la circulation, ou lorsque leur mauvais état fait craindre leur chute sur la voie publique, et que le propriétaire de l'arbre refuse ou néglige d'abattre cet arbre ou d'en couper les branches, ou, dans le cas d'arbres plantés par le ministre de la voirie, lorsque le propriétaire du terrain refuse de laisser pénétrer sur son terrain, tout membre de la Régie des services publics peut, à la demande du ministre de la voirie, après avoir donné au propriétaire du terrain un avis d'au moins quinze jours, autoriser la personne qu'il désigne dans un ordre signé de sa main, à pénétrer sur le terrain et à abattre l'arbre ou à couper les branches, selon le cas.

37. When the trunk or branches of a tree growing on land contiguous to a road which the Minister of Roads maintains interfere with traffic, or when their bad condition causes fear of their falling on the public road, and the owner of the tree refuses or neglects to fell the tree or cut such branches, or, in the case of trees planted by the Minister of Roads, refuses permission to go on his land, any member of the Public Service Board may, at the request of the Minister of Roads, after having given the owner of the land at least fifteen days' notice, authorize the person named by him in an order signed by him to go on the land and to fell the tree or cut the branches, as the case may be.

Trees
obstruct-
ing
traffic.

Indem-
nité.

Cet ordre fixe en même temps, s'il y a lieu, le montant de l'indemnité à être payée au propriétaire. S. R. 1941, c. 141, a. 37.

Such order shall fix at the same time the compensation, if there be occasion therefor, to be paid to the owner. R. S. 1941, c. 141, s. 37.

Compensation.

Enlève-
ment
d'arbres.

38. Lorsqu'un arbre ou la branche d'un arbre sont renversés sur un chemin ou sont rompus et menacent de tomber sur un chemin, tout préposé à l'entretien du chemin peut les couper et les enlever. S. R. 1941, c. 141, a. 38.

38. When a tree or a branch of a tree is blown over onto a road or is broken or threatens to fall on the road, anyone appointed to look after the maintenance of the road may cut and remove it. R. S. 1941, c. 141, s. 38.

Removing
tree, etc.

Arbres
près des
fils, etc.

39. Le ministre de la voirie peut faire des conventions avec toute personne qui maintient des fils sur des poteaux le long des chemins au sujet de l'entretien, de l'émondage, du déplacement et du remplacement des arbres qui croissent près de ces poteaux et fils.

39. The Minister of Roads may enter into agreements with any person who maintains wires on poles along the roads with respect to the maintenance, trimming, removal and replacing of trees growing near such poles and wires.

Trees
near
wires, etc.

Contri-
bution.

Lorsque le ministre de la voirie ne peut s'entendre avec telle personne sur la contribution exigible d'elle, la Régie des services publics peut, à sa requête, fixer cette contribution. S. R. 1941, c. 141, a. 39.

Whenever the Minister of Roads cannot agree with such person as to the contribution payable by the latter, the Public Service Board may, at his request, determine such contribution. R. S. 1941, c. 141, s. 39.

Contri-
bution.

§ 2.—*De l'entretien et de la réparation des routes provinciales, des routes régionales et des chemins améliorés*

§ 2.—*Maintenance and Repair of Provincial and Regional Highways and improved Roads.*

« Routes
provin-
ciales ».

40. Sont déclarées « routes provinciales », sujettes aux changements et modifications dont elles pourront être l'objet en vertu de l'article 41, les routes suivantes, savoir:

40. The following highways, subject to the changes and alterations which may be made to them under section 41, are declared to be "provincial highways", to wit:

"Pro-
vincial
high-
ways".

La route Montréal-Québec;
La route Edouard VII qui relie Montréal à Rouse's Point;
La route Sherbrooke-Derby Line;
La route Président Kennedy qui relie Lévis à Jackman;
Le chemin de Chambly;
La route Trois-Rivières-Grand'Mère.
S. R. 1941, c. 141, a. 40; A.C. No 2119 du 4 décembre 1963 (G.O., 1963, p. 5911).

The Montreal-Quebec highway;
The Edward VII Highway connecting Montreal and Rouse's Point;
The Sherbrooke-Derby Line highway;
The President Kennedy Highway connecting Levis and Jackman;
The Chambly road;
The Three-Rivers-Grand'Mère highway. R. S. 1941, c. 141, s. 40; O. C. No 2119 dated December the 4th 1963 (O.G., 1963, p. 5911).

Pouvoirs
du mi-
nistre.

41. Le ministre de la voirie peut:
1° Déterminer quels chemins font partie d'une route provinciale;
2° Ajouter de nouveaux chemins à une route provinciale pour en compléter, en étendre ou en modifier le parcours;
3° Décider que certains chemins ou parties de chemins ne font plus partie d'une route provinciale. S. R. 1941, c. 141, a. 41.

41. The Minister of Roads may:
(1) Determine what roads shall form part of a provincial highway;
(2) Add new roads to a provincial highway, to complete or extend it or to change its course;
(3) Decide that certain roads, or parts of roads, shall no longer form part of a provincial highway. R. S. 1941, c. 141, s. 41.

Powers of
Minister.

« route
régio-
nale ».

42. L'expression « route régionale » désigne un chemin classé dans le passé comme route régionale par avis du ministre de la voirie ou par décret du lieutenant-gouverneur en conseil, et tout chemin que le ministre de la voirie peut classer comme route régionale en vertu de l'article 43. S. R. 1941, c. 141, a. 42.

42. The expression "regional highway" means a road classified in the past as a regional highway by notice of the Minister of Roads or by an Order of the Lieutenant-Governor in Council, and every road which the Minister of Roads may classify as a regional highway under section 43. R. S. 1941, c. 141, s. 42.

"region-
al high-
way".

Pouvoirs du ministre.	43. Le ministre de la voirie peut: 1° Déterminer quels chemins font partie d'une route régionale; 2° Ajouter de nouveaux chemins à une route régionale pour en compléter, en étendre ou en modifier le parcours; 3° Décider que certains chemins ou parties de chemins ne font plus partie d'une route régionale. S. R. 1941, c. 141, a. 43.	43. The Minister of Roads may: (1) Determine what roads shall form part of a regional highway; (2) Add new roads to a regional highway to complete or extend it or change its course; (3) Decide that certain roads or parts of roads shall not form part of a regional highway. R. S. 1941, c. 141, s. 43.	Powers of Minister.
« Chemin amélioré ».	44. L'expression «chemin amélioré» désigne un chemin qui a été amélioré de la manière expliquée à l'article 30. S. R. 1941, c. 141, a. 44.	44. The expression "improved road" means a road which has been improved in the manner explained in section 30. R. S. 1941, c. 141, s. 44.	"Improved road".
« Chemin que le ministre entretient ».	45. L'expression «chemin que le ministre de la voirie entretient » désigne un chemin faisant partie d'une route provinciale ou d'une route régionale et tout chemin amélioré dont les travaux nécessaires d'entretien et de réparation sont faits par le ministre de la voirie aux frais de la province. S. R. 1941, c. 141, a. 45.	45. The expression "road which the Minister of Roads maintains" means a road forming part of a provincial highway or of a regional highway and every improved road the necessary work of maintenance and repair whereof is done by the Minister of Roads at the expense of the Province. R. S. 1941, c. 141, s. 45.	"Road which Minister maintains".
Entretien des routes.	46. Le ministre de la voirie peut faire exécuter, suivant le mode qu'il juge convenable, les travaux nécessaires pour l'entretien et la réparation des routes provinciales et des routes régionales.	46. The Minister of Roads may cause to be carried out, as he deems proper, the necessary work for the maintenance and repair of provincial highways and regional highways.	Maintain any highways.
Coût.	Ces travaux sont à la charge et aux frais de la province. S. R. 1941, c. 141, a. 46.	Such work shall be at the charge and expenses of the Province. R. S. 1941, c. 141, s. 46.	Cost.
Délimitation.	47. Le ministre de la voirie peut faire délimiter et borner un chemin qu'il entretient. Le procureur général représentant Sa Majesté aux droits de la province peut à cette fin intenter l'action en bornage et faire valoir tous les droits de la corporation municipale propriétaire du chemin.	47. The Minister of Roads may cause a road which he maintains to be delimited and bounded. The Attorney-General representing Her Majesty in the rights of the Province may, for such object, bring actions of boundary and exercise all the rights of the municipal corporation owning the road.	Delimitation.
Action en bornage.			Boundary actions.
Autres actions.	Il peut également exercer à l'égard d'un chemin que le ministre de la voirie entretient, toutes les actions qui comptent à un propriétaire. S. R. 1941, c. 141, a. 47.	He may likewise, with regard to a road which is maintained by the Minister of Roads, take all suits that a proprietor may take. R. S. 1941, c. 141, s. 47.	Suits.
Élargissement de chemin.	48. Le ministre de la voirie peut élargir ou modifier le tracé de tout chemin qu'il entretient et acquérir tout terrain nécessaire à cette fin. S. R. 1941, c. 141, a. 48.	48. The Minister of Roads may widen or alter the course of any road which he maintains and he may acquire the land necessary for such purpose. R. S. 1941, c. 141, s. 48.	Widening road, etc.
Fermeture de chemin, etc.	49. Aucune corporation municipale propriétaire d'un chemin que le ministre	49. No municipal corporation owning a road which the Minister of Roads main-	Closing road, etc.

de la voirie entretient n'a le droit de fermer, d'abolir ou d'aliéner ce chemin, ou de permettre un empiétement sur ce chemin, sans la permission du ministre de la voirie. S. R. 1941, c. 141, a. 49.

tains shall, without the permission of the Minister of Roads, be entitled to close, abolish or dispose of such road or allow any encroachment thereon. R. S. 1941, c. 141, s. 49.

Trottoirs,
etc.

50. Aucune corporation municipale ne peut, dans un chemin que le ministre de la voirie entretient, sans en avoir auparavant obtenu la permission du ministre de la voirie, construire un trottoir, un cours d'eau, un aqueduc, un canal d'égout ou tout autre ouvrage quelconque.

50. No municipal corporation shall, without previously obtaining the permission of the Minister of Roads, make a sidewalk, watercourse, aqueduct, drain or any other work whatsoever in a road which the Minister of Roads maintains. Sidewalk,
etc.

Ouvrage
non au-
torisé.

Le surintendant général de l'entretien et de la réparation des chemins peut, sans formalité, remplir, dans un chemin que le ministre de la voirie entretient, toute excavation non autorisée par le ministre de la voirie et démolir tout ouvrage fait sans cette autorisation. S. R. 1941, c. 141, a. 50.

The General Superintendent of Maintenance and Repair of Roads may, without any formality, fill up, in a road which the Minister of Roads maintains, any excavation which is not authorized by the Minister of Roads and may demolish any work done without such authorization. R. S. 1941, c. 141, s. 50. Unau-
thorized
work, etc.

Passage
sur un
fossé.

51. Si, pour avoir accès à un terrain, il est nécessaire de passer sur le fossé d'un chemin que le ministre de la voirie entretient, la Régie des services publics, à la requête du ministre de la voirie ou du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain, lorsque le surintendant général de l'entretien et de la réparation des chemins n'a pu s'entendre avec ce propriétaire ou cet occupant, règle de quelle manière sont faits les ouvrages nécessaires pour permettre cet accès et par qui sont supportées les dépenses de construction et d'entretien de cet ouvrage. S. R. 1941, c. 141, a. 51.

51. If it be necessary, in order to have access to any land, to pass over the ditch of a road which the Minister of Roads maintains, the Public Service Board, upon the application of the Minister of Roads or of the owner or occupant of such land, whenever the General Superintendent of Maintenance and Repair of Roads cannot come to an agreement with such owner or occupant, shall decide in what manner the necessary work shall be done to allow of such access and by whom the expense of construction and maintenance of such work shall be borne. R. S. 1941, c. 141, s. 51. Bridging
ditches.

Conduit
sous un
chemin.

52. La Régie des services publics, sur la requête d'un conseil municipal ou de toute personne intéressée, après avoir entendu le ministre de la voirie, peut régler par qui, de quelle manière et aux frais de qui seront faits les travaux pour poser, réparer ou entretenir un conduit sous un chemin que le ministre de la voirie entretient.

52. The Public Service Board may, upon the application of a municipal corporation or of any interested party, after having heard the Minister of Roads, decide by whom, and in what manner and at whose cost, the work of laying, repairing or maintaining a conduit under a road which the Minister of Roads maintains shall be done. Conduit
under
road.

Dom-
mages.

Dans tous les cas la personne autorisée à maintenir un conduit sous un chemin que le ministre de la voirie entretient est responsable des dommages causés à ce chemin par l'usage de ce conduit et est tenue de les réparer à ses dépens. S. R. 1941, c. 141, a. 52.

In all cases the person authorized to maintain a conduit under a road which the Minister of Roads maintains shall be responsible for any damages caused to such road by the use of such conduit and shall repair the same at his own cost. R. S. 1941, c. 141, s. 52. Damages.

Cours
d'eau.

53. Lorsqu'il est nécessaire de faire ou d'entretenir pour l'utilité de certains terrains, un cours d'eau dans lequel s'écoulent en même temps les eaux d'un chemin que le ministre de la voirie entretient, et que le surintendant général de l'entretien et de la réparation des chemins ne peut s'entendre avec les intéressés à ce cours d'eau, la Régie des services publics, à la requête du ministre de la voirie, d'une corporation municipale ou de tout intéressé au cours d'eau, peut déterminer la manière de faire les travaux et en répartir le coût.

Inté-
ressés.

La Régie peut, dans ce cas, permettre que l'assignation des intéressés au cours d'eau soit faite d'une manière collective au moyen d'un avis dans les langues française et anglaise affiché dans deux endroits publics de la localité où se trouve le cours d'eau. S. R. 1941, c. 141, a. 53.

Chemins
amé-
liorés.

54. Toute corporation municipale est obligée d'entretenir en bon ordre tout chemin amélioré qui se trouve sous sa juridiction et d'y faire tous les travaux d'entretien et de réparation nécessaires. S. R. 1941, c. 141, a. 54.

Muni-
cipalité en
défaut.

55. Sur le rapport du surintendant général de l'entretien et de la réparation des chemins à l'effet qu'une corporation municipale néglige d'entretenir un chemin amélioré ou d'y faire les réparations que ce chemin requiert, le ministre de la voirie donne à cette corporation un avis sous sa signature ou celle du sous-ministre de la voirie, ou celle du surintendant général de l'entretien et de la réparation des chemins, enjoignant à cette corporation d'avoir à exécuter les travaux d'entretien et de réparation qu'il prescrit et fixant le délai dans lequel ces travaux devront être commencés. S. R. 1941, c. 141, a. 55.

Injon-
ctions.Exécu-
tion des
travaux.

56. Si, dans les quinze jours qui suivent la date de la mise à la poste de cet avis, sous enveloppe à l'adresse de la corporation intéressée, cette corporation n'a pas pris les mesures nécessaires pour se conformer aux injonctions contenues dans l'avis, ou n'a pas fait les arrangements autorisés par l'article 59, le ministre de la

53. Whenever, for the benefit or certain lands, it is necessary to make or to maintain a watercourse into which also run the waters of a road which the Minister of Roads maintains, and the General Superintendent of Maintenance and Repair of Roads cannot come to an agreement with the persons interested in such watercourse, the Public Service Board may, upon the application of the Minister of Roads, of a municipal corporation or of any person interested in such watercourse, determine in what manner the work shall be done and by whom the cost shall be borne.

Water-
course.

The Board may, in such case, allow the summoning of the parties interested in the watercourse to be made collectively by means of a notice in French and in English posted up in two public places of the locality where the water-course is situated. R. S. 1941, c. 141, s. 53.

Interested
persons.

54. Every municipal corporation shall be bound to keep in good order any improved road under its jurisdiction, and to perform all the necessary maintenance and repair work thereon. R. S. 1941, c. 141, s. 54.

Improved
road.

55. On the report of the General Superintendent of Maintenance and Repair of Roads to the effect that a municipal corporation neglects to maintain an improved road or to make such repairs as are required thereon, the Minister of Roads shall give a notice to such corporation, under his signature, or that of the Deputy Minister of Roads, or that of the General Superintendent of Maintenance and Repair of Roads, ordering such corporation to perform the maintenance and repair work which he prescribes, and determining the delay within which such work shall begin. R. S. 1941, c. 141, s. 55.

Neglect
by munic-
ipality.

Order.

56. If, within fifteen days following the date of mailing of the notice in an envelope addressed to the interested corporation, such corporation has not taken the necessary steps to conform to the injunctions contained in such notice or has not made the arrangement authorized by section 59, the Minister of Roads

Perform-
ance of
work.

- Coût. voirie fait faire, aux frais de la corporation intéressée, les travaux d'entretien et de réparation qu'il juge nécessaires. S. R. 1941, c. 141, a. 56. shall cause the maintenance and repair work which he deems necessary to be made at the expense of the corporation interested. R. S. 1941, c. 141, s. 56. Expense.
- Certificat du coût. 57. Le ministre de la voirie détermine le coût des travaux qu'il a exécutés en vertu de l'article 56, dans un certificat qu'il transmet au ministre des finances. S. R. 1941, c. 141, a. 57. 57. The Minister of Roads shall determine the cost of the work which he has performed under section 56, in a certificate which he shall transmit to the Minister of Finance. R. S. 1941, c. 141, s. 57. Certificate of cost.
- Demande au ministre. 58. Toute corporation municipale peut adopter un règlement ou une résolution priant le ministre de la voirie de faire entretenir et réparer ses chemins améliorés ou une partie de ces chemins, par le surintendant général de l'entretien et de la réparation des chemins. S. R. 1941, c. 141, a. 58. 58. Any municipal corporation may pass a by-law or resolution requesting the Minister of Roads to have its improved roads, or a portion thereof, maintained and repaired by the General Superintendent of Maintenance and Repair of Roads. R. S. 1941, c. 141, s. 58. Request to Minister.
- Entretien aux frais de la province. 59. 1. Le ministre de la voirie peut consentir à entretenir et réparer entièrement aux frais de la province, en tout ou en partie, les chemins améliorés mentionnés dans le règlement ou la résolution. Il peut, lorsqu'il s'agit d'une corporation de cité ou de ville, déterminer les conditions que la corporation doit remplir. 59. (1) The Minister of Roads may agree to maintain and repair entirely at the expense of the Province, in whole or in part, the improved roads mentioned in the by-law or resolution. He may, in the case of a city or town corporation, determine the conditions to be fulfilled by the corporation. Government maintenance.
- Cités et villes. 2. Lorsque, dans le cas d'une corporation de cité ou de ville dont la population dépasse cinq mille âmes, le ministre de la voirie impose des conditions et exige le paiement d'une contribution, les arrangements intervenus entre le ministre de la voirie et la corporation sont constatés dans un contrat signé par les représentants de la corporation désignés dans le règlement ou la résolution et par le ministre de la voirie ou le sous-ministre de la voirie ou le surintendant général de l'entretien et de la réparation des chemins. (2) When the Minister of Roads, in the case of a city or town corporation of a population of over five thousand, imposes conditions and requires the payment of a contribution, the arrangements made between the Minister of Roads and the corporation shall be set forth in a contract signed by the representatives of the corporation designated in the by-law or resolution and by the Minister of Roads, or the Deputy Minister of Roads, or the General Superintendent of Maintenance and Repair of Roads. City or town.
- Contrat. 3. Les contrats signés jusqu'au 1er avril, 1927, par le ministre de la voirie et les corporations municipales autres que des corporations de cité ou de ville dont la population dépasse cinq mille âmes obligent le ministre de la voirie à faire aux frais de la province les travaux nécessaires pour l'entretien et la réparation des chemins qui y sont décrits; mais ces corporations sont libérées de l'obligation de payer la contribution annuelle stipulée dans ces contrats pour l'année 1927 et les années suivantes. (3) Contracts signed up to April 1st, 1927, by the Minister of Roads and municipal corporations, other than city or town corporations whose population exceeds five thousand, shall oblige the Minister of Roads to have the necessary work done for the maintenance and repair of the roads therein described, at the expense of the Province; but such corporations shall be discharged from the obligation of paying the annual contribution stipulated in such contracts for the year 1927 and subsequent years. Contract.
- Contrats avant 1927. 3. Les contrats signés jusqu'au 1er avril, 1927, par le ministre de la voirie et les corporations municipales autres que des corporations de cité ou de ville dont la population dépasse cinq mille âmes obligent le ministre de la voirie à faire aux frais de la province les travaux nécessaires pour l'entretien et la réparation des chemins qui y sont décrits; mais ces corporations sont libérées de l'obligation de payer la contribution annuelle stipulée dans ces contrats pour l'année 1927 et les années suivantes. (3) Contracts signed up to April 1st, 1927, by the Minister of Roads and municipal corporations, other than city or town corporations whose population exceeds five thousand, shall oblige the Minister of Roads to have the necessary work done for the maintenance and repair of the roads therein described, at the expense of the Province; but such corporations shall be discharged from the obligation of paying the annual contribution stipulated in such contracts for the year 1927 and subsequent years. Contracts before 1927.

Fin de l'entretien.

4. Le ministre de la voirie peut, par un avis qu'il publie dans la *Gazette officielle de Québec*, cesser d'entretenir et de réparer un chemin amélioré aux frais de la province. S. R. 1941, c. 141, a. 59.

(4) The Minister of Roads may, by a notice published by him in the *Quebec Official Gazette*, cease to maintain and repair a road improved at the expense of the Province. R. S. 1941, c. 141, s. 59.

Ending maintenance.

Effet du contrat.

60. Un règlement ou une résolution adopté en vertu de l'article 58 ne peut être modifié par le conseil qui l'a adopté sans le consentement du ministre de la voirie, lorsqu'un contrat autorisé par ce règlement ou cette résolution a été signé en vertu de l'article 59. S. R. 1941, c. 141, a. 60.

60. No by-law or resolution passed under section 58 shall be amended by the council which has passed it, when a contract authorized by such by-law or resolution has been signed under section 59, save with the consent of the Minister of Roads. R. S. 1941, c. 141, s. 60.

Effect of contract.

Exécution des travaux.

61. Le surintendant général de l'entretien et de la réparation des chemins entretient et répare les chemins qui ont fait l'objet des arrangements autorisés par l'article 59 et le ministre de la voirie transmet au ministre des finances un certificat établissant que les travaux convenus ont été exécutés et déterminant le montant de la contribution exigible de la corporation suivant le contrat. S. R. 1941, c. 141, a. 61.

61. The General Superintendent of Maintenance and Repair of Roads shall maintain and repair such roads as formed the object of the arrangements authorized by section 59, and the Minister of Roads shall transmit to the Minister of Finance a certificate, establishing that the work agreed upon has been performed and determining the amount of the contribution exigible from the corporation according to the contract. R. S. 1941, c. 141, s. 61.

Performance of work.

Contribution.

Contribution.

Paiement.

62. Quelles que soient les personnes tenues, en vertu des règlements ou de la loi, aux travaux des chemins mentionnés dans les articles qui précèdent, toutes sommes ou contributions recouvrables en vertu de ces articles sont exigibles de la corporation sous le contrôle de laquelle sont les chemins. S. R. 1941, c. 141, a. 62.

62. Whatever persons are bound, under any by-law or act, to perform any road work mentioned in the preceding sections, all sums or contributions recoverable under said sections shall be exigible from the corporation controlling such roads. R. S. 1941, c. 141, s. 62.

Payment.

Certificat.

63. Un certificat émis par le ministre de la voirie en vertu des articles 57 et 61, et signé par lui ou par le sous-ministre, est final et établit indiscutablement l'exigibilité de la dette ou contribution contre la corporation désignée. Cette dette ou contribution peut être recouvrée par la couronne, par action ordinaire. S. R. 1941, c. 141, a. 63.

63. A certificate issued by the Minister of Roads, under section 57 or 61, and signed by him or by the Deputy Minister, shall be final and shall establish beyond dispute the exigibility of the debt or contribution from the corporation designated. Such debt or contribution shall be recoverable by the Crown by ordinary suit. R. S. 1941, c. 141, s. 63.

Certificate.

Poursuite.

Suit.

Prélèvement du montant dû.

64. Aussitôt que le ministre des finances lui a indiqué le montant dû par une corporation municipale en vertu d'un certificat émis par le ministre de la voirie, sous l'autorité des articles 57 et 61, le secrétaire-trésorier ou greffier de cette corporation doit immédiatement, en se conformant aux dispositions du Code municipal ou de la

64. As soon as the Minister of Finance has signified to him the amount due by a municipal corporation in virtue of a certificate issued by the Minister of Roads, under section 57 or 61, the secretary-treasurer or clerk of such corporation shall forthwith, in conformity with the provisions of the Municipal Code or of the

Levying amount due.

Rôle de perception.	loi régissant cette corporation, préparer un rôle spécial de perception et prélever le montant réclamé, soit sur toute la municipalité, soit seulement sur les immeubles dont les propriétaires sont tenus à l'entretien du chemin où les travaux ont été exécutés, suivant que l'exigent les règlements de voirie en vigueur dans la municipalité. S. R. 1941, c. 141, a. 64.	act governing such corporation, prepare a special collection roll and levy the amount claimed, either on the whole municipality or only on the properties the owners of which are bound to maintain the road on which the work has been performed, according as the road by-laws in force in the municipality may require. R. S. 1941, c. 141, s. 64.	Collection roll.
Entretien municipal.	65. Quand le ministre de la voirie a déclaré qu'un chemin amélioré ou un chemin faisant partie d'une route provinciale ou d'une route régionale ne sera plus entretenu aux frais de la province, l'entretien de ce chemin incombe à la corporation municipale à laquelle le chemin appartient. S. R. 1941, c. 141, a. 65.	65. When the Minister of Roads has declared that an improved road or a road forming part of a provincial highway or of a regional highway shall no longer be maintained at the expense of the Province, the maintenance of such road shall be borne by the municipal corporation to which it belongs. R. S. 1941, c. 141, s. 65.	Municipal maintenance.
	§ 3.—De l'entretien des chemins d'hiver	§ 3.—Maintenance of Winter Roads	
Contrôle municipal.	66. L'entretien des chemins d'hiver sur un chemin que le ministre de la voirie entretient est, comme sur tout autre chemin municipal, sous le contrôle de la corporation municipale à laquelle ce chemin appartient, et à la charge, soit de cette corporation municipale, soit des personnes désignées par elle, conformément au Code municipal ou aux dispositions législatives spéciales régissant cette corporation.	66. The maintenance of winter roads on a road which the Minister of Roads maintains shall, as on any other municipal road, be under the control of the municipal corporation to which such road belongs, and be in charge either of such municipal corporation or of the persons designated by the same, in conformity with the Municipal Code or the special legislative provisions governing such corporation.	Municipal control.
Écoulement des eaux.	Ceux qui entretiennent ces chemins d'hiver doivent prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'eau de détériorer la chaussée, faire des tranchées dans la neige ou dans la glace ou tous autres travaux qui sont nécessaires pour prévenir les inondations et faciliter l'écoulement des eaux.	Those who maintain such winter roads shall take the necessary measures to prevent the water from deteriorating the roadway, and shall make trenches in the snow or ice, or all other works which shall be necessary to prevent floods and to facilitate the draining of the waters.	Drainage.
Enlèvement de la neige, etc.	Ils doivent à la fin de l'hiver, aussitôt que la circulation des voitures ne se fait plus que difficilement et qu'il est temps de rétablir la circulation des voitures d'été, enlever la neige et la glace sur le milieu du chemin sur une largeur de dix pieds et jusqu'à six pouces de la surface du pavage.	At the end of the winter, as soon as driving in winter vehicles becomes difficult and it is time to use summer vehicles, they shall remove the snow and ice from the middle of the road on a width of ten feet and down to six inches from the surface of the paving.	Removing snow, etc.
Date de l'enlèvement.	Le ministre de la voirie peut, par des avis qu'il donne aux conseils municipaux, déterminer chaque année la date à laquelle doivent être faits les travaux d'enlèvement de neige et de glace en vue du rétablissement de la circulation des voitures d'été. S. R. 1941, c. 141, a. 66.	The Minister of Roads may, by notices sent by him to the municipal councils, determine each year the date upon which the work of snow and ice removal shall be done for the purpose of resuming the use of summer vehicles. R. S. 1941, c. 141, s. 66.	Date of removal.

- Balises.** 67. Les balises ne doivent pas être plantées sur la partie pavée d'une route provinciale, d'une route régionale, ou d'un chemin amélioré. **Balises.** **67.** Balizes shall not be planted on the paved portion of a provincial highway, a regional highway or an improved road.
- Peine.** Quiconque plante des balises contrairement à cette prohibition encourt une amende n'excédant pas un dollar par balise ainsi plantée et peut être condamné, en outre, à payer les dommages qu'il a causés. S. R. 1941, c. 141, a. 67. **Penalty.** Any person planting balizes contrary to such prohibition shall be liable to a fine of not more than one dollar for each balize so planted, and may be condemned also to pay the damages which he has caused. R. S. 1941, c. 141, s. 67.
- Entretien des chemins durant l'hiver.** 68. Nonobstant les dispositions de l'article 66, le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter l'entretien durant l'hiver des chemins qu'il désigne, pour y permettre la circulation des véhicules automobiles. **68.** Notwithstanding the provisions of section 66, the Lieutenant-Governor in Council may decree the maintenance during the winter of the roads which he may designate, to permit the circulation thereon of motor vehicles. **Main-
taining
roads in
winter.**
- Conven-
tions.** Il peut à ces fins autoriser le ministre de la voirie à conclure, aux conditions déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil, des conventions avec les corporations municipales et les tiers intéressés à l'entretien de ces chemins. **Agree-
ments.** For such purpose, he may authorize the Minister of Roads to make, upon the conditions fixed by the Lieutenant-Governor in Council, agreements with the municipal corporation and third parties interested in the maintenance of such roads.
- Travaux.** Les travaux d'entretien s'exécutent sous la surveillance, la direction et l'autorité du ministre de la voirie. S. R. 1941, c. 141, a. 68. **Work.** The maintenance work shall be executed under the supervision, control and authority of the Minister of Roads. R. S. 1941, c. 141, s. 68.
- Garde-
neige.** 69. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre de la voirie à placer des garde-neige le long des chemins ainsi entretenus et sur les terrains adjacents, mais à des endroits appropriés et de façon à ne pas causer de dommages et à éviter autant que possible tout inconvénient aux propriétaires ou occupants de ces terrains. **69.** The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Roads to place snow guards along the roads so maintained and on the adjacent lands, but at such appropriate places and in such manner as to cause no damage and to avoid, as much as possible, any annoyance to the owners or occupants of such lands. **Snow
guards.**
- Restric-
tion.** Dans aucun cas, il ne peut être placé de garde-neige devant les maisons ou autres bâtiments, ni devant les cours, passages ou chemins de sortie de ces terrains. **Restric-
tion.** In no case may a snow guard be placed in front of houses or other buildings nor in front of the court-yards, passages or roads affording outlet from such lands.
- Déléga-
tion de
pouvoirs.** Le ministre de la voirie peut déléguer ces pouvoirs aux corporations municipales ou aux autres personnes qui entretiennent ainsi les chemins. S. R. 1941, c. 141, a. 69. **Delega-
tion of
powers.** The Minister of Roads may delegate such powers to the municipal corporations or other persons so maintaining the road. R. S. 1941, c. 141, s. 69.
- Conven-
tions au-
torisées.** 70. Toute corporation municipale intéressée à l'entretien d'un chemin d'hiver peut, par résolution, nonobstant les dispositions contraires de toute loi générale ou spéciale, conclure à ce sujet des conventions avec le ministre de la voirie et consentir une contribution en deniers pour **70.** Every municipal corporation interested in the maintenance of a winter road may, by resolution, notwithstanding any provisions to the contrary of any general law or special act, enter into agreements respecting same with the Minister of Roads and grant a contribution in **Agree-
ments au-
thorized.**

l'entretien de tel chemin. S. R. 1941, c. 141, a. 70.

money for the maintenance of such road. R. S. 1941, c. 141, s. 70.

SECTION V

DES CHEMINS DE TERRE ET DES PONTS

Subven-
tions.

71. Le ministre de la voirie peut accorder des subventions pour la construction, l'entretien et la réparation des chemins de terre et des ponts. Il fixe les conditions qui doivent être remplies pour l'obtention de ces subventions.

Travaux.

Les travaux subventionnés doivent être exécutés sous sa direction et conformément à ses instructions.

Montant.

Le montant de chaque subvention est déterminé par le ministre de la voirie avant que les travaux subventionnés puissent être exécutés. S. R. 1941, c. 141, a. 72.

SECTION VI

DE LA SUPPRESSION DES PASSAGES A NIVEAU

Travaux,
etc., au-
torisés.

72. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre de la voirie à exécuter tous travaux et prendre toutes mesures qu'il juge appropriées,

a) pour protéger le public aux passages à niveau;

b) pour supprimer ou éviter des passages à niveau.

Ententes
autorisées.

Il peut aussi autoriser le ministre de la voirie à conclure avec des gouvernements, organismes et corps publics, corporations, sociétés et personnes, toute entente qu'il juge opportune pour l'exécution du présent article. 9 Geo. VI, c. 38, aa. 1 et 2; 14 Geo. VI, c. 29, a. 1.

Dépôt
d'arrêtés.

73. Tous les arrêtés ministériels adoptés en vertu de l'article 72 devront être déposés immédiatement après leur adoption, si la Législature est alors en session, et dans le cas contraire dans les quinze premiers jours de la prochaine session suivant leur adoption. 9 Geo. VI, c. 38, a. 4.

SECTION VII

DU PAIEMENT DES DÉPENSES DE CONSTRUCTION, D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION DES CHEMINS

Cons-
truction
des
routes.

74. Les sommes requises pour les travaux exécutés en vertu de la section II

DIVISION V

EARTH ROADS AND BRIDGES

71. The Minister of Roads may grant Subsidies. subsidies for the building, maintenance and repair of earth roads and of bridges. He shall determine the conditions which must be fulfilled for the obtaining of such subsidies.

The subsidized work shall be performed Work. under his direction and in conformity with his instructions.

The amount of each subsidy shall be Amount. determined by the Minister of Roads before the subsidized work may be performed. R. S. 1941, c. 141, s. 72.

DIVISION VI

ABOLITION OF LEVEL CROSSINGS

72. The Lieutenant-Governor in Coun- Works, etc., au-
cil may authorize the Minister of Roads thorized.

to carry out such works and take such measures as he may deem appropriate,

(a) To protect the public at level crossings;

(b) To abolish or avoid level crossings.

He may also authorize the Minister of Roads to make with governments, public organizations and bodies, corporations, societies and persons, such agreements as he deems expedient for the carrying out of this section. 9 Geo. VI, c. 38, ss. 1 and 2; 14 Geo. VI, c. 29, s. 1.

73. All orders-in-council passed under Orders-in-
section 72 shall be deposited immediately council
after they are passed, if the Legislature laid be-
is then in session, and otherwise within the fore Le-
first fifteen days of the next session after gislature.
they are passed. 9 Geo. VI, c. 38, s. 4.

DIVISION VII

PAYMENT OF EXPENSES OF CONSTRUCTION, MAINTENANCE AND REPAIR OF ROADS

74. The sums required for the work Building
done under Division II (sections 16 to 29) high-
ways.

(articles 16-29), sont payées par le ministre des finances, sur le certificat du ministre de la voirie ou du sous-ministre de la voirie. S. R. 1941, c. 141, a. 74.

Expropriations,
etc.

75. Les sommes qui peuvent être accordées pour des terrains expropriés ou des dommages subis, ainsi que les frais lorsqu'ils sont mis à la charge du ministre de la voirie, sont payés à même les deniers attribués aux routes ou chemins au sujet desquels la réclamation a pris naissance. S. R. 1941, c. 141, a. 75.

Subsidies
fédéraux.

76. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi autoriser le ministre de la voirie à s'entendre avec le gouvernement du Canada ou aucun de ses membres autorisés, sur le mode d'appliquer aux fins de la présente loi, en tout ou en partie, tout subside qui peut être accordé par le parlement du Canada pour l'amélioration de la voirie. S. R. 1941, c. 141, a. 76.

shall be paid by the Minister of Finance, on a certificate from the Minister of Roads or from the Deputy Minister of Roads. R. S. 1941, c. 141, s. 74.

75. The sums awarded for expropriated lands or for damages caused, as well as the costs when they are adjudged against the Minister of Roads, shall be paid out of the monies set apart for the highways or roads with respect to which the claim arose. R. S. 1941, c. 141, s. 75.

Expro-
priation,
etc.

76. The Lieutenant-Governor in Council may also authorize the Minister of Roads to arrange with the Government of Canada, or any of its authorized members, as to the way any subsidy, which may be granted by the Parliament of Canada for the improvement of roads, shall be applied for the purposes of this act, in whole or in part. R. S. 1941, c. 141, s. 76.

Federal
subsidies.

SECTION VIII

DES CHEMINS DE GRANDE COMMUNICATION

Améliora-
tion, etc.

77. Lorsque le ministre de la voirie considère qu'un chemin, à raison des intérêts agricoles ou industriels de la région que ce chemin traverse, ou du roulage auquel il est soumis, est un chemin de grande communication, il peut, en se conformant aux dispositions de la présente section, soit prescrire ce qui doit être fait pour le construire, le réparer, l'améliorer ou l'entretenir, soit faire exécuter ce qu'il a ainsi prescrit aux frais de la corporation municipale intéressée. S. R. 1941, c. 141, a. 77.

Décision
du mi-
nistre.

78. Après s'être renseigné sur l'importance de tel chemin et sur les moyens de le construire, de le réparer, de l'améliorer ou de l'entretenir, le ministre de la voirie décide de quelle manière et avec quels matériaux l'ouvrage sera fait, et communique sa décision à la corporation municipale qui a le contrôle du chemin, par un avis, sous pli recommandé, adressé au maire de cette corporation, ou au préfet s'il s'agit d'un chemin de comté qui n'est pas à la charge de la corporation locale où il est situé.

Avis aux
muni-
cipalités.

DIVISION VIII

MAIN COMMUNICATION ROADS

77. When the Minister of Roads considers that any road, owing to the agricultural or industrial interests of the region through which it runs or to the traffic and number of vehicles passing over it, is a main communication road, he may, by conforming to the provisions of this division, either order whatever may be necessary to be done for making, repairing, improving or maintaining the same, or have what he has ordered done at the expense of the municipal corporation interested. R. S. 1941, c. 141, s. 77.

Improve-
ment, etc.

78. After obtaining information regarding the importance of such road and the means to be taken for making, repairing, improving or maintaining the same, the Minister of Roads may decide in what manner and with what materials the work shall be done, and communicate his decision to the municipal corporation having control of the road, by a notice, sent in a registered envelope addressed to the mayor of such corporation, or to the warden in the case of a county road not at the charge of the local corporation where it is situated.

Minister
to decide.

Notice to
muni-
cipalities.

Évaluation du coût.

En même temps, le ministre fait connaître à combien a été évalué le coût des travaux qu'il prescrit et indique le délai dans lequel ils doivent être commencés, ainsi que celui dans lequel ils doivent être terminés.

Terrains requis.

Si le ministre ordonne d'élargir ou de modifier le tracé d'un chemin ou de certaines parties de ce chemin, il donne, avec l'avis, la désignation des terrains qui doivent être acquis. S. R. 1941, c. 141, a. 78.

Expropriations par la municipalité.

79. La corporation municipale qui a juridiction sur le chemin dont l'élargissement ou la modification du tracé est requis, a le pouvoir, si elle est régie par le Code municipal, en se conformant aux dispositions du titre vingt-sept du Code municipal (arts 787 à 802), ou, si elle est régie par une charte, en se conformant aux dispositions de cette charte relatives aux expropriations, de s'approprier les terrains que le ministre de la voirie ordonne d'acquérir; et, dans ce cas, les restrictions imposées aux pouvoirs d'expropriation d'une corporation de comté ou de campagne, par l'article 789 du Code municipal, ne s'appliquent pas. S. R. 1941, c. 141, a. 79.

Séance du conseil.

80. Sur réception de l'avis mentionné dans l'article 78, il est du devoir de celui qui l'a reçu de convoquer immédiatement, pour la date la plus rapprochée possible, une séance spéciale du conseil municipal dont il est le chef, pour prendre en considération la communication du ministre, à moins qu'une séance générale ne doive être tenue plus tôt. S. R. 1941, c. 141, a. 80.

Copie de résolution.

81. Dans les sept jours qui suivent la séance spéciale ou générale, suivant le cas, il est du devoir du secrétaire-trésorier ou greffier de la corporation de transmettre au ministre de la voirie, sous pli recommandé, copie certifiée de la résolution passée par le conseil à cette séance. S. R. 1941, c. 141, a. 81.

Date du commencement des travaux.

82. Si la corporation décide de faire elle-même les travaux prescrits par le ministre, la résolution doit mentionner la date à laquelle ils seront commencés; cette résolution est la seule formalité nécessaire

Estimated cost.

At the same time, the Minister shall state the estimated cost of the work ordered by him, and the delay within which the same must be begun and finished.

Land required.

If the Minister orders a road or certain parts of such road to be widened or its course altered, he shall give, with the notice, the description of the land that must be acquired. R. S. 1941, c. 141, s. 78.

Expropriation by municipality.

79. The municipal corporation having jurisdiction over the road the widening or alteration of the course whereof is required shall, by complying with the provisions of title twenty-seventh of the Municipal Code (articles 787 to 802) if it is governed by the Municipal Code, or, if it is governed by a charter, by complying with the provisions of such charter with regard to expropriations, have power to appropriate the land ordered by the Minister to be acquired; and, in such case, the restrictions regarding the expropriation powers of county or rural corporations, enacted by article 789 of the Municipal Code, shall not apply. R. S. 1941, c. 141, s. 79.

Council meeting.

80. On receipt of the notice mentioned in section 78, it shall be the duty of the person receiving it to at once call a special meeting of the municipal council, whereof he is the head, at the nearest possible date, to take the Minister's communication under consideration, unless a general meeting is to be sooner held. R. S. 1941, c. 141, s. 80.

Copy of resolution.

81. Within the seven days following the special or general meeting, as the case may be, it shall be the duty of the secretary-treasurer or clerk of the corporation to send a certified copy of the resolution, passed by the council at the said meeting, to the Minister of Roads in a registered envelope. R. S. 1941, c. 141, s. 81.

Date of commencing work.

82. If the corporation decides to itself do the works ordered by the Minister, the resolution must mention the date they will be begun; this resolution shall be the only formality required for ordering the

pour décréter l'exécution de ces travaux, nonobstant l'existence de tout règlement concernant l'amélioration ou l'entretien du chemin.

Date de l'expropriation. Lorsque le ministre a recommandé l'acquisition de terrains, si la corporation est régie par le Code municipal, la résolution doit fixer la date à laquelle les estimateurs, à défaut d'entente entre le conseil et les propriétaires du terrain, commenceront les procédures en expropriation. S. R. 1941, c. 141, a. 82.

Le ministre peut faire l'ouvrage. 83. Si la date choisie par le conseil pour le commencement des travaux ou pour le commencement des procédures en expropriation est jugée trop éloignée, ou si la résolution n'est pas transmise dans le délai fixé dans l'avis, ou si la corporation, ayant décidé de faire elle-même les travaux prescrits et l'acquisition des terrains requis, néglige de commencer à la date fixée, ou ayant commencé les travaux ou les procédures, ne les poursuit pas avec une diligence satisfaisante, ou encore si, par la résolution, le ministre de la voirie est prié de faire faire lui-même les travaux et d'acquérir les terrains requis, il peut, sans autre avis nonobstant l'existence de tout règlement municipal concernant l'amélioration ou l'entretien du chemin, prendre les mesures nécessaires pour faire faire les travaux aux frais de la corporation qui en a le contrôle, et pour acquérir les terrains nécessaires aux élargissements ou modifications de tracé qu'il a ordonnés. S. R. 1941, c. 141, a. 83.

Recouvrement du coût. 84. Le coût des travaux que le ministre de la voirie a fait faire en vertu de l'article 83, ainsi que le prix d'achat des terrains acquis, peuvent être recouverts, par le ministre des finances, de la corporation qui a le contrôle du chemin, par action ordinaire en son nom, dès que le ministre de la voirie lui en a fait connaître le montant.

Certificat. Le certificat du ministre de la voirie est final et établit indiscutablement l'exigibilité de la dette contre la corporation désignée. S. R. 1941, c. 141, a. 84.

Rôle spécial de perception. 85. Aussitôt que le ministre des finances lui a indiqué le montant dû par une

performance of the said works, notwithstanding the existence of any by-law respecting the improvement or maintenance of the road.

Date of expropriation. When the Minister has recommended that land be acquired, if the corporation is governed by the provisions of the Municipal Code, the resolution must fix the date at which the assessors shall begin expropriation proceedings, failing an agreement between the council and the owners of the land. R. S. 1941, c. 141, s. 82.

Minister may have work done. 83. If the date chosen by the council for beginning the work or the proceedings in expropriation is deemed too remote, or if the resolution is not sent within the delay specified in the notice, or if the corporation, after deciding to do the prescribed work and to acquire the necessary land itself, neglects to begin on the date fixed, or, having begun the work or proceedings, does not continue the same with sufficient diligence, or, again, if the Minister of Roads is requested by the resolution to have the work done or the necessary land acquired himself, he may, without further notice and notwithstanding the existence of any municipal by-law respecting the improvement or maintenance of the road, take all necessary measures for having the work done at the expense of the corporation controlling the same, and for acquiring the land needed for the widening or alteration of course ordered by him. R. S. 1941, c. 141, s. 83.

Recovering cost. 84. The cost of the work which the Minister of Roads causes to be done under section 83, as well as the purchase price of the land acquired, may be recovered, by the Minister of Finance, from the corporation controlling the road, by an ordinary action taken in his name, as soon as the Minister of Roads informs him of the amount.

Certificate. The certificate of the Minister of Roads shall be final, and shall establish beyond dispute the exigibility of the debt from the corporation designated. R. S. 1941, c. 141, s. 84.

Special collection roll. 85. As soon as the Minister of Finance has notified any corporation of the

- corporation pour travaux exécutés et terrains acquis par le ministre de la voirie, en vertu de l'article 83, le secrétaire-trésorier de cette corporation doit immédiatement, en se conformant aux dispositions du Code municipal ou de la charte qui régit la corporation, selon le cas, préparer un rôle spécial de perception et prélever le montant réclamé sur toute la municipalité. Toutefois, si les travaux ont été exécutés dans un chemin de front local qui n'est pas à la charge de la corporation, le conseil peut ordonner au secrétaire-trésorier de prélever le montant réclamé seulement sur les biens-fonds imposables du rang où se trouve ce chemin de front. S. R. 1941, c. 141, a. 85.
- 86.** Si les travaux ont été exécutés dans un chemin de comté, le conseil du comté, ou le bureau des délégués des comtés, selon le cas, peut, par règlement, déclarer quelles corporations locales sont tenues de payer les travaux exécutés et les terrains acquis, et quelle est la proportion contributive de chacune; dans ce cas, le secrétaire-trésorier du conseil de comté doit percevoir le montant réclamé suivant ce règlement. S. R. 1941, c. 141, a. 86.
- 87.** Lorsque la corporation fait elle-même les travaux prescrits sous l'autorité de la présente section, elle doit en tenir un compte séparé, conformément au mode indiqué par le ministre de la voirie, et le faire parvenir à ce dernier avant le 8 février de l'année qui suit celle pendant laquelle les travaux ont été exécutés. S. R. 1941, c. 141, a. 87.
- 88.** Les sommes payées par une corporation pour l'exécution de travaux prescrits ou faits par le ministre de la voirie en vertu de la présente loi peuvent être comptées pour l'obtention des subventions dont le paiement est autorisé par les articles 31 à 34 de la présente loi. S. R. 1941, c. 141, a. 88.
- 89.** Toute corporation municipale, avec l'approbation du ministre de la voirie, peut contribuer par le paiement de deniers, soit à la corporation municipale faisant faire les travaux, soit au ministre des
- amount due by such corporation for work done or for land acquired by the Minister of Roads under section 83, the secretary-treasurer of such corporation must at once, on complying with the provisions of the Municipal Code, or of the charter governing the corporation, as the case may be, draw up a special collection roll and levy the amount claimed upon the whole municipality. Nevertheless, if the work has been done on a local front road not at the charge of the corporation, the council may order the secretary-treasurer to levy the amount claimed only upon the taxable immovables of the range where such front road lies. R. S. 1941, c. 141, s. 85.
- 86.** When the work has been done on a county road, the county council or the board of delegates of the county, as the case may be, may declare by by-law what local corporations are bound to pay for the work done and land acquired, and also the proportion to be contributed by each one; in such case, the secretary-treasurer of the county council shall collect the amount claimed, in accordance with the said by-law. R. S. 1941, c. 141, s. 86.
- 87.** When the corporation itself does the work ordered under the authority of this division, it must keep a separate account for the same, in the manner indicated by the Minister of Roads, and send it to the latter before the 8th of February of the year following that in which the work was done. R. S. 1941, c. 141, s. 87.
- 88.** The amounts paid by a corporation for work ordered or done by the Minister of Roads under this act may be counted for obtaining the subsidies the payment whereof is authorized by sections 31 to 34 of this act. R. S. 1941, c. 141, s. 88.
- 89.** Any municipal council may, with the approval of the Minister of Roads, contribute by paying money, either to the municipal corporation which is having the work done, or to the Minister of Finance,

finances, pour la construction, la réparation, l'amélioration et l'entretien d'un chemin de grande communication, que ce chemin soit situé dans les ou en dehors des limites du territoire qu'elle régit.

for making, repairing, improving and maintaining a main communication road, whether such road is situate within or without the limits of the territory governed by it.

Appro-
bation.

Toute résolution adoptée par une corporation municipale pour promettre une telle contribution est valide et obligatoire dès qu'elle a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre de la voirie. S. R. 1941, c. 141, a. 89.

Any resolution passed by a municipal corporation promising such contribution shall be valid and binding so soon as it is approved by the Lieutenant-Governor in Council on the recommendation of the Minister of Roads. R. S. 1941, c. 141, s. 89.

Propriété
de ter-
rains.

90. Les terrains acquis par le ministre de la voirie, en vertu de la présente section, deviennent la propriété de la corporation municipale ayant juridiction sur le chemin amélioré, lorsque les travaux prescrits ont été exécutés. S. R. 1941, c. 141, a. 90.

90. The land acquired by the Minister of Roads under this division shall become the property of the municipal corporation having jurisdiction over the improved road, when the work ordered has been done. R. S. 1941, c. 141, s. 90.

SECTION IX

DE L'ACQUISITION DE CERTAINES PROPRIÉTÉS

Acqui-
sition par
le gouver-
nement :

91. Le gouvernement de la province peut acquérir, par l'intermédiaire du ministre de la voirie, à l'amiable ou par expropriation :

Terrains :

1° Des terrains qui contiennent le sable, le gravier ou la pierre nécessaires aux travaux des chemins construits ou améliorés, en tout ou en partie, aux frais de la province, ou que le ministre de la voirie fait construire ou améliorer aux frais des municipalités;

Servi-
tudes.

2° Des servitudes temporaires de passage sur les terrains qui se trouvent entre ces chemins et les rivières ou cours d'eau voisins, ou les endroits où l'on extrait le sable, la pierre et le gravier. S. R. 1941, c. 141, a. 91.

Expro-
priation.

92. Si le ministre de la voirie ne s'entend pas avec le propriétaire ou possesseur il peut prendre possession au nom du gouvernement, en vertu de procédures d'expropriation. S. R. 1941, c. 141, a. 92.

Acquisi-
tion de
terrains,
etc.

93. Le gouvernement de la province, par l'entremise du ministre de la voirie, peut acheter ou louer des terrains ou autres immeubles pour y placer des matériaux et les travailler; remiser des voitures, machines, instruments et outils et les

DIVISION IX

ACQUISITION OF CERTAIN PROPERTIES

91. The Government of the Province, represented by the Minister of Roads, may acquire, by agreement or expropriation :

(1) Land containing sand, gravel or stone required for work on roads built or improved, wholly or in part, at the cost of the Province, or that the Minister of Roads causes to be built or improved at the cost of municipalities;

(2) Temporary servitudes of right of way over lands lying between such roads and the neighbouring rivers or water-courses, or the places where such sand, gravel or stone is taken out. R. S. 1941, c. 141, s. 91.

92. If the Minister of Roads does not agree with the owner or possessor, he may, in the name of the Government, take possession under expropriation proceedings. R. S. 1941, c. 141, s. 92.

93. The Government of the Province, represented by the Minister of Roads, may purchase or lease lands or other immoveable property in order to place materials there and work same, to store vehicles, machines, implements and tools

réparer; installer des balances; tenir des bureaux, et généralement pour toutes fins en rapport avec la mise à exécution de la présente loi. S. R. 1941, c. 141, a. 93 (*partie*).

and repair them, to install scales and have offices, and generally for all purposes in connection with the carrying out of this act. R. S. 1941, c. 141, s. 93 (*part*).

Aliéna-
tion.

94. Il peut louer ces terrains ou autres immeubles, les revendre ou autrement en disposer. S. R. 1941, c. 141, a. 93 (*partie*).

94. It may lease, sell or otherwise dispose of such lands or other immoveable property. R. S. 1941, c. 141, s. 93 (*part*). Disposal.

SECTION x

DE LA RESPONSABILITÉ DES CORPORATIONS MUNICIPALES ET DU GOUVERNEMENT

Dom-
mages,
etc.

95. La corporation municipale, propriétaire d'un chemin que le ministre de la voirie entretient ou sur lequel il fait des travaux de construction ou d'amélioration, n'est pas responsable des dommages imputables à la faute des employés du ministre de la voirie commise dans l'exécution de leurs fonctions, ni à un défaut d'exécution des obligations imposées à la province ou assumées par le ministre de la voirie en vertu de quelque disposition de la présente loi. Cette corporation conserve sur ce chemin ses droits et sa juridiction sous les restrictions créées par la présente loi, et elle garde envers le public, à l'égard de ce chemin, les responsabilités que les lois lui imposent, sauf celles que la présente loi lui enlève. S. R. 1941, c. 141, a. 95.

Contrôle,
etc.

95. The municipal corporation, owner of a road which the Minister of Roads maintains or upon which he does construction or improvement work, shall not be responsible for damages due to the fault of employees of the Minister of Roads, committed in the discharge of their duties, nor to any default in the fulfilment of the obligations imposed on the Province or undertaken by the Minister of Roads under any provision of this act. Such corporation shall retain its rights and control over such road subject to the restrictions created by this act and it shall continue to have, with regard to such roads, all obligations toward the public which the law imposes upon it, save those which are removed by this act. R. S. 1941, c. 141, s. 95. Damages,
etc.

Control,
etc.

Réclama-
tions.

96. Lorsque, par suite de la mise à exécution de la présente loi, des personnes prétendent avoir subi quelques dommages à leurs biens-fonds, dont le ministre de la voirie serait responsable, mais qui proviennent d'une autre cause que d'une expropriation, et dont des réclamations à cet égard, le ministre de la voirie, à défaut d'entente avec ces personnes, soumet ou la partie intéressée soumet elle-même ces réclamations à la Régie des services publics, qui les entend et les décide comme toute autre matière de sa compétence. S. R. 1941, c. 141, a. 96.

96. Whenever, through the carrying out of this act, any one claims to have suffered damage to his immoveable property for which the Roads Department would be responsible, but arising from some other cause than expropriation, and puts forward claims in that respect, the Minister of Roads, failing an agreement with such person, shall submit or the interested party himself shall submit such claims to the Public Service Board, which shall hear them and give its decision in the same manner as for any other matter within its competence. R. S. 1941, c. 141, s. 96. Claims.

Respon-
sabilité:
Entrepre-
neur;

97. Le ministre de la voirie n'est pas responsable des dommages suivants:
a) Tous dommages causés par un constructeur ou entrepreneur d'une route du-

97. The Minister of Roads shall not be liable for the following damages:
(a) Any damage caused by a builder or contractor of a road during the execution Liability:

Builder,
etc.;

rant l'exécution des travaux de construction ou d'amélioration qui auront été confiés par le ministre à ce constructeur ou entrepreneur;

Dépréciation, etc. *b)* De toute perte ou diminution de commerce, de toute dépréciation à la valeur d'une propriété et de tous autres inconvénients occasionnés par le détournement ou le changement de niveau d'un chemin ou par l'élimination d'une traverse à niveau. S. R. 1941, c. 141, a. 97.

of the construction or improvement work entrusted by the Minister of Roads to such builder or contractor;

(*b*) Any loss or lessening of trade, any depreciation in value of a property and any other inconvenience occasioned by changing the course or the level of a road or by the elimination of a level-crossing. R. S. 1941, c. 141, s. 97. Depreciation, etc.

SECTION XI

DE LA PROPRIÉTÉ DES CHEMINS CONSTRUITS OU RECONSTRUITS PAR LE GOUVERNEMENT

Propriété municipale. 98. Tous les chemins, ponts ou autres travaux nécessaires, construits ou reconstruits par le gouvernement en vertu de la présente loi, sont, restent ou deviennent la propriété des municipalités dans les limites desquelles ils sont situés. S. R. 1941, c. 141, a. 98.

DIVISION XI

OWNERSHIP OF ROADS BUILT OR REBUILT BY THE GOVERNMENT

98. All roads or bridges or other necessary works built or rebuilt by the Government under this act are, shall remain or shall become the property of the municipalities within which they are situated. R. S. 1941, c. 101, s. 98. Municipal ownership.

SECTION XII

DE LA PROTECTION DES CHEMINS CONSTRUITS OU RECONSTRUITS PAR LE GOUVERNEMENT

Fossé en mauvais état. 99. Lorsqu'un chemin que le ministre de la voirie entretient, est exposé à être détérioré ou endommagé à cause du mauvais état d'un fossé de ligne ou d'un cours d'eau, le ministre de la voirie peut donner un avis aux intéressés à ce fossé ou cours d'eau ou à la corporation municipale ayant juridiction, d'avoir à le creuser, le réparer ou le nettoyer.

Avis. Exécution des travaux. Poursuite. Si les travaux requis ne sont pas exécutés dans les quinze jours de l'avis, le ministre de la voirie peut les faire exécuter et le procureur général représentant Sa Majesté aux droits de la Province peut en recouvrer le coût, soit des intéressés, soit de la corporation municipale ayant juridiction, par action ordinaire. S. R. 1941, c. 141, a. 99.

DIVISION XII

PROTECTION OF ROADS BUILT OR REBUILT BY THE GOVERNMENT

99. Whenever a road which the Minister of Roads maintains is exposed to be deteriorated or damaged by reason of the bad conditions of a line ditch or of a water-course, the Minister of Roads may notify the persons interested in such ditch or water-course, or the municipal corporation having jurisdiction, to dig, repair or clean the same. Defective ditch, etc. Notice.

If the required work is not done within fifteen days after the notice, the Minister of Roads may cause it to be done, and the Attorney-General, representing Her Majesty in the rights of the Province, may recover the cost thereof, either from the persons interested or from the municipal corporation having jurisdiction, by ordinary suit. R. S. 1941, c. 141, s. 99. Work done. Suit.

Déduction. 100. Le tribunal devant qui l'action est portée peut, sur un plaidoyer de la personne poursuivie ou sur l'intervention d'un intéressé au fossé ou au cours d'eau, lorsqu'une corporation municipale est poursuivie, déduire du coût des travaux

100. The court before which the action is brought may, upon the plea of the person sued or upon the intervention of a person interested in the ditch or water-course, whenever a municipal corporation is being sued, deduct from the

la proportion attribuable exclusivement aux besoins du chemin. S. R. 1941, c. 141, a. 100.

cost of the work the proportion which is attributable exclusively to the requirements of the road. R. S. 1941, c. 141, s. 100.

Recours
de la
municipi-
palité.

101. Une corporation municipale obligée de payer le coût des travaux exécutés par le ministre de la voirie en vertu de l'article 99, peut recouvrer des intéressés au fossé de ligne ou cours d'eau creusé, réparé ou nettoyé, les sommes réclamées par le ministre ou qu'elle lui a payées, de la même manière que si les travaux avaient été exécutés sous son contrôle. S. R. 1941, c. 141, a. 101.

101. A municipal corporation which is obliged to pay for the cost of the work done by the Minister of Roads under section 99 may recover, from the persons interested in the line ditch or water-course dug, repaired or cleaned, the sums claimed by the Minister or which it has paid him, in the same manner as if the work had been done under its direction. R. S. 1941, c. 141, s. 101. Recourse
by munic-
ipality.

Conven-
tion.

102. Le ministre de la voirie peut en tout temps faire avec un intéressé à un fossé ou à un cours d'eau ou avec une corporation municipale, une convention pour déterminer la proportion attribuable aux besoins d'un chemin qu'il entretient et pour régler comment et par qui doivent être faits et payés les travaux d'entretien et de réparation d'un fossé ou d'un cours d'eau. S. R. 1941, c. 141, a. 102.

102. The Minister of Roads may, at any time, enter into an agreement with any person interested in a ditch or water-course, or with a municipal corporation, for determining the proportion attributable to the requirements of a road which he maintains and for deciding how and by whom the maintenance and repair work on a ditch or water-course is to be done and paid for. R. S. 1941, c. 141, s. 102. Agree-
ment.

Dom-
mages à
une route,
etc.

103. Si une personne en circulant dans un chemin que le ministre de la voirie entretient ou sur un pont construit avec l'aide du gouvernement, contrevient à une loi et détériore ce chemin ou ce pont, ou y cause des dommages, elle peut être condamnée, à l'instance du procureur général, à payer les dommages ainsi causés. S. R. 1941, c. 141, a. 103.

103. If a person travelling on a road which the Minister of Roads maintains or on a bridge built with Government assistance infringes any law and injures such highway, road or bridge or causes damage thereto, he may be adjudged, upon suit brought by the attorney-general, to pay for the damage so caused. R. S. 1941, c. 141, s. 103. Damage
to road,
etc.

SECTION XIII

DES EXPROPRIATIONS

Disposi-
tions ap-
plicables.

104. Les dispositions des articles 91, 92, 93, 94 et 98 de la Loi des chemins de fer (chap. 290) s'appliquent à l'acquisition des terrains ou servitudes que le ministre de la voirie est autorisé à faire en vertu des dispositions de la présente loi.

Expro-
priation.

Si la vente volontaire ne peut avoir lieu par défaut d'accord entre les parties, toutes les questions qui s'élèvent sont réglées par des procédures d'expropriation.

Disposi-
tions mo-
difiées.

Pour les fins du présent article, les dispositions ci-dessus mentionnées de la Loi des chemins de fer sont modifiées en remplaçant partout où ils se rencontrent

DIVISION XIII

EXPROPRIATIONS

104. The provisions of sections 91, 92, 93, 94 and 98 of the Railway Act (Chap. 290) shall apply to the acquisition of land or servitudes which the Minister of Roads is authorized to effect under this act. Provisions
to apply.

If a voluntary sale cannot be effected through failure of the parties to agree, all questions arising shall be settled by expropriation proceedings. Expro-
priation.

For the purposes of this section, the above-mentioned provisions of the Railway Act are amended by replacing therein, wherever they occur, the words Provisions
amended.

les mots « la compagnie », par les mots « le ministre de la voirie », et les mots « chemin de fer », par les mots « route, chemin ou chemin de grande communication », selon le cas. S. R. 1941, c. 141, a. 104.

“the company”, by the words “the Minister of Roads”, and the word “railway”, by the words “highway, road or main communication road”, as the case may be. R. S. 1941, c. 141, s. 104.

SECTION XIV

DIVISION XIV

DES RÈGLEMENTS DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
EN CONSEILREGULATIONS BY THE LIEUTENANT GOVERNOR IN
COUNCIL

Règle-
ments.

105. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour déterminer le mode de paiement des intérêts ou contributions exigibles des municipalités, et, en général, tous règlements ou formules de règlements ou de résolutions, de rapports, ou autres formules qu'il croit nécessaires à la mise à exécution des dispositions de la présente loi. S. R. 1941, c. 141, a. 105.

105. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations fixing the way in which interest or contributions exigible from municipalities shall be paid, and, in general, all regulations or forms of by-laws and resolutions, reports or other forms which he thinks necessary to carry out the provisions of this act. R. S. 1941, c. 141, s. 105. ^{Regulations, etc}